tion d'un ministère de concentration. Cet essai, qui eût, quelques mois auparavant, paru voué à un échec certain, se trouva facilité encore par le fait que les grands partis de la Chambre, ceux que la loi électorale existante satisfaisait puisqu'elle les favorisait, avaient pris peur, que la menace d'une réforme électorale, qui était dans l'air, les inquiétait considérablement et qu'en conséquence ils voulaient avant tout combattre les avancés et les violents, à quelque parti qu'ils appartinssent, qui, eux, avaient tout intérêt à prôner une réforme électorale. C'est ce qui explique comment fut possible cet extraordinaire ministère de concentration apparente, soutenu par les deux partis jusqu'alors ennemis acharnés et irréconciliables, le parti du comte Hohenwart et la gauche libérale, qui s'appela le ministère Windischgrætz¹ (novembre 1893).

Ce ministère amphibie, ni chair, ni poisson, ni allemand, ni tchèque, vécut, ou plutôt vivota tant bien que mal, tiraillé de côté et d'autre, aussi longtemps qu'aucune question vraiment importante en matière de nationalités ne fut soulevée. Mais il finit, comme c'était fatal, par voir la majorité hétéroclite sur laquelle il se balançait, se couper en deux à propos de l'affaire du gymnase

^{1.} Windischgrætz (Alfred, prince de), né à Prague le 31 octobre 1851. Un des chefs du groupe féodal de Bohème. Premier ministre après la démission du cabinet Taaffe (11 novembre 1893-18 juin 1895), s'appuie sur la coalition des féodaux, de la gauche allemande et des Polonais, se retira lorsque la gauche allemande l'abandonna. Président de la Chambre des Seigneurs en 1897.